

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2004 — 1238

[2004/200909]

4 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la carte de légitimation des agents chargés de constater les infractions à la réglementation sur les transports de personnes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, notamment son article 36*bis*, inséré par le décret du 4 février 1999, et modifié par le décret du 4 décembre 2003;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de circulation routière;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de circulation routière, notamment l'article 3, 12°;

Vu l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocars, notamment son titre II;

Vu la circulaire ministérielle du 14 septembre 1998 relative aux agents des sociétés d'exploitation désignés par le Gouvernement wallon, en vue de rechercher et constater les infractions à la réglementation sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar;

Considérant qu'à ce jour les agents désignés par le Gouvernement wallon pour constater les infractions à la réglementation sur les transports de personnes disposent d'une carte de commission élaborée par l'Administration et semblable à celle dont disposait le personnel de contrôle avant la régionalisation du secteur;

Considérant qu'il est indispensable que les contrôleurs soient immédiatement identifiables pour les personnes contrôlées;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La désignation par arrêté du Gouvernement wallon des agents des sociétés de transport en commun chargés de veiller au respect des dispositions de l'article 36*bis* du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne est attestée par une carte de légitimation signée par le Ministre ayant en charge les transports en Région wallonne.

Le modèle est joint en annexe 1^{re} au présent arrêté.

CHAPITRE II. — La carte de légitimation

Art 2. La carte de légitimation est une carte de couleur blanche plastifiée, de forme rectangulaire (longueur 10 centimètres - largeur 7 centimètres).

Art 3. § 1^{er}. La carte de légitimation porte au recto les mentions suivantes :

1° sur la partie supérieure gauche, le logo officiel du TEC aux trois lettres en rouge avec barre horizontale jaune;

2° sur la partie centrale gauche, le numéro de matricule du titulaire de la carte de légitimation;

3° sur la partie supérieure droite, la photo d'identité récente en couleur du titulaire de la carte de légitimation (dimensions maximales de 3,5 centimètres sur 4,5 centimètres);

4° le sceau sec du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports est apposé partiellement sur le coin inférieur gauche de la photographie d'identité;

5° sur la partie centrale inférieure, le texte en majuscule suivant : en noir "Contrôle" et en dessous en rouge "Agent de Police judiciaire";

6° sur la partie inférieure droite, le logo officiel de la Région wallonne.

§ 2. La carte de légitimation porte au verso les mentions suivantes :

1° sur la partie supérieure au centre le numéro de la carte de légitimation : MET/D321/ et le numéro attribué par l'Administration;

2° en-dessous "le Gouvernement wallon certifie que le titulaire est investi d'un mandat de police judiciaire - décret du 21 décembre 1989/arrêté royal du 15 septembre 1976/arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 (article 3, 12°).

Il a été nommé par arrêté du Gouvernement wallon en date du (insérer la date de l'arrêté du Gouvernement wallon), tenant lieu de commission.

Les autorités constituées le reconnaîtront en cette qualité; elles sont invitées à lui prêter aide et protection dans l'exercice de ses fonctions.";

3° sur la partie inférieure gauche, "pour le Gouvernement wallon, le Ministre des Transports"; (nom+signature)

4° sur la partie inférieure droite :

"TEC (TEC pour lequel le titulaire de la carte exerce ses fonctions);

"titulaire" (nom et prénom du titulaire de la carte de légitimation);

"Signature du titulaire".

CHAPITRE III. — Dispositions communes

Art 4. § 1^{er}. La carte de légitimation est restituée à la Direction du Transport de personnes du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports par le TEC concerné lorsque :

1. la carte est détériorée;

2. une ou plusieurs données qui figurent sur la carte sont modifiées ou lorsque la photo n'est plus ressemblante;

3. le titulaire quitte ses fonctions définitivement.

Le TEC renvoie la carte dans les vingt jours à la Direction du transport de personnes du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports aux fins de destruction ou de renouvellement. Le motif de retour est mentionné, la carte est ensuite rendue inutilisable.

§ 2. Le TEC retire temporairement la carte de légitimation du titulaire suspendu ou démis de sa fonction, quelle que soit la durée de la mesure. La carte est restituée au titulaire dès qu'il exerce à nouveau sa fonction. Dans le cas contraire, le TEC retourne la carte à la Direction du Transport de personnes du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports pour la rendre inutilisable.

§ 3. La perte, le vol ou la destruction de la carte de légitimation doivent être signalés dans les vingt jours à la Direction du Transport de personnes du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports. La perte ou le vol doit être déclaré par le titulaire auprès de la police locale. Si la carte est retrouvée après son renouvellement, le TEC la retourne dans les 20 jours à la Direction du Transport de personnes du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports aux fins de destruction. Le motif de retour est mentionné, la carte est ensuite rendue inutilisable.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires*

Art 5. Les cartes de légitimation visées aux arrêtés du Gouvernement wallon antérieurs au présent arrêté restent valables jusqu'à leur renouvellement.

Les cartes de légitimation visées à l'alinéa 1^{er} doivent être remplacées dans les six mois de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*



Art 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art 7. Le Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 mars 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie,
J. DARAS

RECTO

	<div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto;"> <p style="font-size: small; margin: 0;">photo</p> </div>
<p>Matricule :</p>	
<p>CONTRÔLE AGENT DE POLICE JUDICIAIRE</p>	 <p style="font-size: x-small;">RÉGION WALLONNE</p>

VERSO

<p>MET /0321/xxxx</p>	
<p>Le Gouvernement wallon certifie que le titulaire est investi d'un mandat de police judiciaire- décret du 21/12/1989-arrêté royal du 15/9/1976-arrêté royal du 01/12/1975 (art 3 12°).</p> <p>Il a été nommé par arrêté du Gouvernement wallon en date dutenant lieu de commission.</p> <p>Les autorités constituées le reconnaîtront en cette qualité : elles sont invitées à lui prêter aide et protection dans l'exercice de ses fonctions.</p>	
<p>Pour le Gouvernement wallon, Le Ministre des Transports,</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">signature nom+prénom</p>	<p>TEC.....</p> <p>Titulaire (nom+prénom)</p> <p style="text-align: right; font-size: small;">Signature</p>

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2004 — 1238

[2004/200909]

4. MÄRZ 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Legitimationskarte für die mit der Feststellung der Verstöße gegen die Regelung über den Personenverkehr beauftragten Bediensteten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, insbesondere seines durch das Dekret vom 4. Februar 1999 eingefügten und durch das Dekret vom 4. Dezember 2003 abgeänderten Artikels 36bis;

Aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1968 über die Straßenverkehrspolizei;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 zur allgemeinen Regelung der Straßenverkehrsordnung, insbesondere des Artikels 3, 12°;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. September 1976 zur Einführung einer Regelung über die Personenbeförderung mit Straßenbahnen, Unterpflasterbahnen, U-bahnen, Linien- und Reisebussen, insbesondere seines Titels II;

Aufgrund des ministerielles Rundschreibens vom 14. September 1998 über die von der Regierung bezeichneten Bediensteten der Betriebsgesellschaften, im Hinblick auf die Ermittlung und Feststellung der Verstöße gegen die Regelung über die Personenbeförderung mit Straßenbahnen, Unterpflasterbahnen, U-bahnen, Linien- und Reisebussen;

In der Erwägung, dass die durch die Wallonische Regierung mit der Feststellung der Verstöße gegen die Regelung über den Personenverkehr beauftragten Bediensteten bis zum heutigen Tag über eine durch die Verwaltung ausgestellte Auftragskarte verfügen ähnlich der Karte, über die das Kontrollpersonal vor der Regionalisierung des Sektors verfügte;

In der Erwägung, dass die Kontrolleure für die kontrollierten Personen unbedingt auf den ersten Blick erkennbar sein müssen;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Allgemeines*

Artikel 1 - Die Bezeichnung durch Erlass der Wallonischen Regierung der mit der Beachtung der Bestimmungen des Artikels 36bis des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region beauftragten Bediensteten der öffentlichen Verkehrsgesellschaften wird durch eine durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen in der Wallonischen Region gehört, unterzeichnete Legitimationskarte bescheinigt.

Das Muster wird dem vorliegenden Erlass in der Anlage beigelegt.

KAPITEL II. — *Die Legitimationskarte*

Art. 2 - Die Legitimationskarte ist weiß, plastifiziert und rechteckig (Länge 10 Zentimeter - Breite 7 Zentimeter).

Art. 3 - § 1. Auf der Vorderseite enthält die Legitimationskarte die folgenden Angaben:

1° oben links, das offizielle "TEC" Zeichen, aus drei roten Buchstaben mit einem horizontalen gelben Strich;

2° in der Mitte links, die Matrikelnummer des Inhabers der Legitimationskarte;

3° oben rechts, ein neues Passbild des Inhabers der Legitimationskarte (Maximalgröße 3,5 Zentimeter auf 4,5 Zentimeter);

4° das Trockensiegel des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen wird teilweise am Rand unten links des Passbilds angebracht;

5° in der Mitte unten, wird der nachstehende Text großgeschrieben: in schwarz Kontrolle und darunter in rot Beamter der Gerichtspolizei;

6° unten rechts, das offizielle Zeichen der Wallonischen Region.

§ 2. Auf der Rückseite enthält die Legitimationskarte die folgenden Angaben:

1° in der Mitte oben die Nummer der Legitimationskarte: MET/D321/ und die durch die Verwaltung zugewiesene Nummer;

2° darunter "Die Wallonische Regierung bescheinigt, dass der Inhaber das Amt eines Bediensteten der Gerichtspolizei bekleidet - Dekret vom 21. Dezember 1989/Königlicher Erlass vom 15. September 1976/ Königlicher Erlass vom 1. Dezember 1975 (Art. 3, 12°).

Er wurde durch Erlass der Wallonischen Region vom (das Datum des Erlasses der Wallonischen Regierung einfügen) ernannt und beauftragt.

Die konstituierten Behörden werden ihn als solchen anerkennen; sie werden aufgefordert, ihm in der Ausübung seiner Tätigkeit Beistand und Schutz zu gewähren.»;

3° unten links, "für die Wallonische Regierung, der Minister des Transportwesens"; (Name + Unterschrift)

4° unten rechts:

"TEC" (Verkehrsgesellschaft für die der Inhaber der Karte tätig ist);

"Inhaber" (Name und Vorname des Inhabers der Legitimationskarte);

"Unterschrift des Inhabers".

KAPITEL III. — *Gemeinsame Bestimmungen*

Art. 4 - § 1. Die Legitimationskarte wird durch die betroffene Verkehrsgesellschaft der Direktion der Personenbeförderung des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen zurückgegeben, wenn:

1. die Karte beschädigt ist;
2. eine oder mehrere Angaben auf der Karte geändert wurden oder wenn das Bild nicht mehr ähnlich ist;
3. der Inhaber endgültig sein Amt verlässt.

Die Verkehrsgesellschaft schickt die Karte zwecks Vernichtung oder Erneuerung innerhalb von 20 Tagen an die Direktion der Personenbeförderung des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen zurück. Der Grund der Rücksendung wird angegeben und die Karte wird unbrauchbar gemacht.

§ 2. Die Verkehrsgesellschaft behält die Legitimationskarte des zeitweilig oder des endgültig seines Amtes enthobenen Inhabers unabhängig von der Dauer der Maßnahme ein. Die Karte wird dem Inhaber wieder zurückgegeben, sobald er sein Amt wieder aufnimmt. Andernfalls schickt die Verkehrsgesellschaft die Karte an die Direktion der Personenbeförderung des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen zurück, damit sie unbrauchbar gemacht wird.

§ 3. Der Verlust, der Diebstahl oder die Vernichtung der Legitimationskarte müssen innerhalb von 20 Tagen der Direktion der Personenbeförderung des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen gemeldet werden. Der Inhaber muss der örtlichen Polizei den Verlust oder den Diebstahl melden. Sollte die Karte nach ihrer Erneuerung wiedergefunden werden, dann schickt die Verkehrsgesellschaft diese innerhalb von 20 Tagen an die Direktion der Personenbeförderung des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen zurück, damit sie vernichtet wird. Der Grund der Rücksendung wird angegeben und die Karte wird anschließend unbrauchbar gemacht.

KAPITEL IV. — *Übergangsbestimmungen*

Art 5. - Die in den diesem Erlass vorangehenden Erlassen der Wallonischen Regierung erwähnten Legitimationskarten bleiben bis zum Zeitpunkt ihrer Erneuerung gültig.

Die in Absatz 1 erwähnten Legitimationskarten müssen innerhalb von 6 Monaten nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* ersetzt werden.

KAPITEL V. — *Schlussbestimmungen*

Art 6. - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7 - Der Minister des Transportwesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 4. März 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

VORDERSEITE

TEC	Foto
Matrikel :	
KONTROLLE BEAMTER DER GERICHTSPOLIZEI	 RÉGION WALLONNE

RÜCKSEITE

MET /0321/xxxx	
Die Wallonische Regierung bescheinigt, dass der Inhaber das Amt eines Bediensteten der Gerichtspolizei bekleidet - Dekret vom 21/12/1989 - Königlicher Erlass vom 15/9/1976 - Königlicher Erlass vom 01/12/1975 (Art. 3, 12").	
Er wurde durch Erlass der Wallonischen Regierung vom ernannt und beauftragt.	
Die konstituierten Behörden werden ihn als solchen anerkennen: sie werden aufgefordert ihm, in der Ausübung seiner Tätigkeit Beistand und Schutz zu gewähren.	
Für die Wallonische Region, Der Minister des Transportwesens,	TEC..... Inhaber (Name+Vorname) Unterschrift
Unterschrift Name+Vorname	

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2004 — 1238

[2004/200909]

4 MAART 2004. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de legitimatiekaart van de personeelsleden die de overtredingen van de reglementering op het personenvervoer moeten vaststellen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 36*bis*, ingevoegd bij het decreet van 4 februari 1999 en gewijzigd bij het decreet van 4 december 2003;

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, inzonderheid op artikel 3, 12°;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar, inzonderheid op titel II;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 14 september 1998 betreffende de personeelsleden van de Waalse Regering aangewezen worden om overtredingen van het reglement op de politie van personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar op te sporen en vast te stellen;

Overwegende dat de personeelsleden die door de Waalse Regering aangewezen worden om de overtredingen van de reglementering op het personenvervoer vast te stellen heden beschikken over een commissiekaart uitgewerkt door de administratie en gelijk aan die waarover het controlepersoneel beschikte vóór de regionalisering van de sector;

Overwegende dat de controleurs onmiddellijk identificeerbaar moeten zijn voor de gecontroleerde personen;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. De aanwijzing bij besluit van de Waalse Regering van de personeelsleden van de openbare vervoersmaatschappijen die moeten toezien op de naleving van de bepalingen van artikel 36*bis* van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, wordt bevestigd door een legitimatiekaart die door de Minister bevoegd voor het vervoer in het Waalse Gewest wordt ondertekend. Het model ervan wordt gevoegd in bijlage 1 bij dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Legitimatiekaart*

Art. 2. De legitimatiekaart is wit, geplastificeerd en heeft de vorm van een rechthoek (10 centimeter lang - 7 centimeter breed).

Art. 3. § 1. Op de voorzijde van de legitimatiekaart worden de volgende vermeldingen aangebracht :

1° op het linker bovenste gedeelte : het officiële logo van de "TEC" met drie rode letters en een gele horizontale streep;

2° op het linker centrale gedeelte : het registratienummer van de houder van de legitimatiekaart;

3° op het rechter bovenste gedeelte : een recente identiteitsfoto in kleur van de houder van de legitimatiekaart (maximale afmetingen van 3,5 centimeter bij 4,5 centimeter);

4° de droogzegel van het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer wordt gedeeltelijk aangebracht op de linker onderste hoek van de identiteitsfoto;

5° op het onderste centrale gedeelte : de volgende tekst in hoofdletters : in zwart "Contrôle" en beneden in rood : "Agent de Police judiciaire";

6° op het rechter onderste gedeelte : het officiële logo van het Waalse Gewest.

§ 2. Op de keerzijde van de legitimatiekaart worden de volgende vermeldingen aangebracht :

1° op het bovenste gedeelte, in het midden : het nummer van de legitimatiekaart : MET/D321/ en het door het bestuur toegekende nummer;

2° beneden : "le Gouvernement wallon certifie que le titulaire est investi d'un mandat de police judiciaire - décret du 21 décembre 1989/arrêté royal du 15 septembre 1976/arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 (art. 3, 12°).

Il a été nommé par arrêté du Gouvernement wallon en date du (de datum van het besluit van de Waalse Regering invoegen).

Les autorités constituées le reconnaîtront en cette qualité; elles sont invitées à lui prêter aide et protection dans l'exercice de ses fonctions. »;

3° op het linker onderste gedeelte : "pour le Gouvernement wallon, le Ministre des Transports"; (naam + ondertekening)

4° op het rechter onderste gedeelte :

"TEC (TEC waarvoor de houder van de kaart zijn functies uitoefent)";

"titulaire" (naam en voornaam van de houder van de legitimatiekaart);

"Ondertekening van de houder".

HOOFDSTUK III. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 4. § 1. De legitimatiekaart wordt door de betrokken "TEC" teruggegeven aan de Directie Personenvervoer van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer wanneer :

1° de kaart beschadigd is;

2° één of meer gegevens die op de kaart vermeld staan, worden gewijzigd of wanneer de foto niet meer gelijkend is;

3° de houder zijn functies definitief verlaat.

De "TEC" stuurt de kaart binnen 20 dagen terug aan de Directie Personenvervoer van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer om ze te vernietigen of te vernieuwen. De reden van het terugsturen wordt vermeld en de kaart wordt daarna onbruikbaar gemaakt.

§ 2. De "TEC" neemt de legitimatiekaart van de opgeschorte of ontslagen houder terug, ongeacht de duur van de maatregel. De kaart wordt aan de houder teruggegeven zodra hij zijn functie opnieuw uitoefent. In het tegenovergestelde geval stuurt de "TEC" de kaart terug aan de Directie Personenvervoer van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer om ze onbruikbaar te maken.

§ 3. Het verlies, de diefstal of de vernietiging van de legitimatiekaart moeten binnen 20 dagen medegedeeld worden aan de Directie Personenvervoer van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer. Het verlies of de diefstal moeten door de houder verklaard worden bij de plaatselijke politie. Als de kaart na haar vernieuwing wordt teruggevonden, stuurt de "TEC" ze binnen 20 dagen terug aan de Directie Personenvervoer van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer om ze te vernietigen. De reden van het terugsturen wordt vermeld en de kaart wordt daarna onbruikbaar gemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen*

Art. 5. De legitimatiekaarten bedoeld in de besluiten die voorafgaan aan dit besluit, blijven geldig tot hun vernieuwing.

De in het eerste lid bedoelde legitimatiekaarten moeten binnen zes maanden na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van dit besluit worden vervangen.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 maart 2004.



De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

Voorzijde

	<div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> photo </div>
<p>Matricule :</p> <p>CONTRÔLE AGENT DE POLICE JUDICIAIRE</p>	

Keerzijde

<p>MET /0321/xxxx</p>	
<p>Le Gouvernement wallon certifie que le titulaire est investi d'un mandat de police judiciaire- décret du 21/12/1989-arrêté royal du 15/9/1976- arrêté royal du 01/12/1975 (art 3 12°).</p>	
<p>Il a été nommé par arrêté du Gouvernement wallon en date du,tenant lieu de commission.</p>	
<p>Les autorités constituées le reconnaîtront en cette qualité : elles sont invitées à lui prêter aide et protection dans l'exercice de ses fonctions.</p>	
<p>Pour le Gouvernement wallon, Le Ministre des Transports,</p> <p style="text-align: right;">ondertekening naam+voornaam</p>	<p>TEC..... Titulaire (naam+voornaam) Ondertekening</p>